



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 10 novembre 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	39

2020 - 189 RECENSEMENT DE LA POPULATION 2021
REMUNERATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 3 novembre 2020, s'est réuni le mardi 10 novembre 2020 à 14h30 à huis clos au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION:

Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°153 à 159)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Stéphanie MANDREA
Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Mékia Noura ADDAD
Monsieur Stéphane CASSARINI

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Paul EUZIERE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
Madame Mékia Noura ADDAD
Monsieur Stéphane CASSARINI

PROCURATION :

Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Mélanie ZARRILLO
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Jérôme VIAUD
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Valérie COPIN

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 septembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 190 CREATION D'UN CHEMIN RURAL

DU 10 NOVEMBRE 2020

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2021
REMUNERATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis l'année 2004, dans les communes de 10.000 habitants ou plus, est organisée, chaque année une enquête de recensement portant sur 8 % des adresses de la commune (sélectionnées par tirage au sort). En cinq ans, 40 % de la population aura ainsi été recensée. Il convient donc de délibérer chaque année sur l'organisation et la rémunération de ce recensement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
SERVICE ELECTORAL	DEPENSES	11 000 €
	RECETTES	9 205 €

Madame Mélanie ZARRILLO expose,

Vu le titre V de la loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité qui a procédé à une refonte des modalités d'organisation des opérations de recensement et substitue à une procédure générale de comptage, étendue à l'ensemble des communes du territoire, une méthode d'enquête annuelle élaborée à partir d'un échantillon représentatif.

Considérant que la période de recueil de l'information s'étendra du 21 janvier au 27 février 2021.

Considérant que la loi et ses décrets d'application prévoient un partage des tâches entre la commune, qui prépare et réalise l'enquête de recensement, et l'INSEE, qui organise et contrôle la collecte des informations.

Considérant que les communes ont l'entière responsabilité du recrutement et de l'encadrement des agents recenseurs et des responsables municipaux de recensement, qui sont nommés par arrêté municipal et rémunérés par la commune.

Considérant que les communes recevront de l'Etat une dotation forfaitaire au titre de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement. Cette dotation sera calculée en tenant compte du mode de collecte (exhaustif ou sur échantillon), du nombre d'habitants et du nombre de logements de la commune. Versée en mars de chaque année sur la ligne budgétaire des recettes imputation 74 718 - 022 - 1011- 20902- RECENSEM, elle intégrera les charges sociales et l'évolution du point d'indice de rémunération de la fonction publique.

Considérant qu'en ce qui concerne la ville de Grasse, le montant de cette dotation a été fixé à 9 205 €.

Pour mener à bien les opérations de recensement que la loi met désormais à sa charge, la ville de Grasse procédera au recrutement de 9 agents recenseurs encadrés par 1 contrôleur et 1 suppléant. Compte tenu du faible nombre d'agents recrutés et dans le souci d'assurer la meilleure efficacité aux opérations de

recrutement et d'optimiser les moyens mis en œuvre sur le plan matériel et financier, il a été décidé de faire appel à des fonctionnaires communaux. Ces agents seront nommés par arrêté municipal.

Considérant que chaque agent recenseur se verra rémunérer de la façon suivante :

- Une prime de mission forfaitaire de 650 € brut assorti d'un forfait essence de 400 € pour l'utilisation de véhicule personnel et forfait carburant soit une rémunération totale de 1 050 € brut par personne, soit : 9 450 euros pour les 9 agents.

Considérant que l'agent contrôleur et son suppléant se verront doter :

- D'une prime forfaitaire de 500 € brut par personne soit 1 000 euros.

Considérant que l'agent correspondant RIL se verra doter :

- D'une prime forfaitaire de 550 euros brut.

Leur mission se fait pendant les heures de travail et en dehors de leur horaire classique, les soirs de semaine, le samedi et voire le dimanche. Le programme est le suivant :

- Mise à jour du répertoire d'immeuble localisé (RIL)
 - Vérification des adresses (permis de construire, adresses notifiées par la Poste)
 - Gestion des problèmes rencontrés par les agents recenseurs sur le terrain
 - Gestion des échanges avec l'INSEE (notifications de voies, changements d'adresse...)
 - Mise en place de la logistique du recensement rénové
 - Organisation de la campagne de recensement
 - Formation et suivi permanent des agents recenseurs
 - Traitement de la collecte (papier et suivi internet)
1. Les primes de mission forfaitaires de 7 400 € seront inscrites sur la ligne budgétaire des dépenses - Imputation 64118-022-1011-20907 – Chapitre 012.
 2. Les frais d'essence de 3 600 € seront inscrits sur la ligne budgétaire des dépenses - Imputation 6251-020-1011-20907- Chapitre 011.

Considérant que la dotation de l'Etat a encore baissé par rapport à l'année dernière (9.428 euros pour 2020) ;
Considérant que l'étendue du territoire de Grasse et le travail important des agents du recensement pour couvrir les 2105 adresses à recenser sur une période de 6 semaines à compter de la tournée de reconnaissance, je vous demande cette année que la ville de Grasse prenne en charge la différence soit 1 795 euros pour l'ensemble des agents.

La commission qualité de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 15 octobre 2020,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le mode de rémunération des agents recenseurs.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.

Délibération affichée le **12 NOV. 2020**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

